

# Ce « TTIP » qui polarise

UNION EUROPÉENNE La Commission tente une nouvelle fois d'apaiser les craintes

- Nouvelle manif contre le projet d'accord de libre-échange avec les Etats-Unis, ce samedi.
- Le fossé se creuse entre pro et anti-TTIP.

C'est un dialogue de sourds, puissance dix mille. Et rien ne semble pouvoir rapprocher les deux camps. Le « TTIP » polarise.

A ma gauche : 3.309.747 signatures contre ce projet de traité de libre-échange, 70 communes belges autoproclamées « hors TTIP », entre 150.000 et 250.000 manifestants mobilisés samedi passé à Berlin et une protestation qui s'est prolongée, jeudi, aux portes du sommet européen à Bruxelles, avant une nouvelle manifestation, ce samedi, devant le Parlement européen, toujours dans la capitale.

A ma droite : une négociation que rien n'arrête, qui reprend la semaine prochaine à Miami, entre les Etats-Unis et la Commission européenne, de plus en plus inquiète de ces mouvements d'opposition...

Les manifestants qui se retrouvent ce samedi midi place du Luxembourg protestent tout autant contre l'« Europe forteresse », le deal avec un Erdogan liberticide, l'austérité imposée aux Grecs (et aux autres) ou pour la « justice climatique ». Mais l'anti-TTIP, ce Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement négocié depuis juillet 2013 entre l'UE et les Etats-Unis, est aussi devenu un puissant catalyseur des protestations, portées par un attelage informel de citoyens, syndicalistes, ONG, le mouvement Tout autre chose, mutuelles, agriculteurs, politiques et autres, désireux de voir à l'œuvre une autre Europe, où primerait les droits fondamentaux des peuples, aujourd'hui

d'hui de plus en plus précarisés, sur le monde de « l'argent ».

« Nous sommes partis de Gibraltar et nous avons traversé les paradis fiscaux, Andorre, Luxembourg... Non au pouvoir des élites financières ! », dénonçait jeudi Pedro Arroyo, un professeur d'économie à l'Université de Saragosse, arrivé à Bruxelles avec une centaine d'« Euromarcheurs ».

« Les technocrates qui négocient n'ont aucune légitimité pour nous représenter », ajoute Bruno Poncelet, de la plateforme no-transat.be. Ils préparent pour les multinationales un droit à l'impunité. L'affaire VW nous montre que la Commission européenne nous ment. Les normes environnementales et sociales doivent être renforcées. » « La commercialisation et la privatisation des services auront un impact évident sur les populations, embraie Christine Mahy, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté. Pour les gens vivant dans la pauvreté, ce sera encore plus dur. Or, l'enjeu, c'est de réduire les inégalités. »

Cecilia Malmström, la Commissaire européenne en charge

du Commerce, assure avoir « entendu le débat ». Celui-ci fait rage depuis vingt ans, mais la Commission européenne, flairant probablement le vent du boulet, s'est finalement décidée ce mercredi à adopter une « nouvelle stratégie pour le commerce et l'investissement », intitulée « Le commerce pour tous ». La stratégie s'appliquera « à toutes les négociations en cours et à venir », précise Malmström.

La Commission assure que sa politique commerciale veillera à respecter les intérêts des consommateurs, des petites et moyennes entreprises, à être « transparente » aux yeux de la société civile et à façonner la globalisation conformément aux « valeurs européennes » – plutôt

que de voir l'UE résister à la compétition des ateliers à bas salaires en sacrifiant ses normes et son mode de vie. « Il ne s'agit pas seulement, explique Malmström, de projeter nos intérêts, mais aussi nos valeurs. » « Tout changement dans le niveau de protection qui résulterait d'un accord commercial ne peut être que vers une amélioration », assure la Commission. Les accords commerciaux s'attacheront aussi à lutter contre la corruption, pour le respect des droits de l'homme.

Les critiques diront que toutes les professions de foi des négociateurs européens ne résisteront pas aux puissants lobbies du big business, avant tout attaché à la réalisation de ses profits, et bien en cour au cœur des institutions européennes. Que le libre-échange se fait souvent à forces inégales, au détriment des pays pauvres. Et qu'il s'agit, comme nous le précise la commissaire, « d'une communication », et donc « pas d'un texte légal ». « Bien sûr, je vois qu'il y a des manifestations, des scepticismes », dit la commissaire, qui entend « dialoguer » et invite les Etats membres à faire de même, eux qui se montrent très prudes sur le sujet alors que ce sont les capitales qui lui ont donné le

mandat de négociation du TTIP.

Malmström indique encore, s'agissant de la protection des investissements internationaux, que « le droit des autorités publiques de réglementer dans l'intérêt général » sera garanti. Il s'agit là de l'une des dispositions les plus controversées dans la négociation du TTIP : le fameux dispositif qui permet à un investisseur privé de s'adresser à un tribunal spécial pour attaquer les Etats en justice, s'il s'estime lésé. Les dispositifs existants ont régulièrement conduit à des abus flagrants, que les anti-TTIP exhibent à l'envi.

La Commission tente actuellement d'éteindre l'incendie, en avançant des propositions de réforme du système pour garantir le droit d'un Etat à, par exemple, imposer à un cigarettier d'appliquer des avertissements sanitaires sur ses produits mortels. Encore faudra-t-il convaincre les Américains. Et convaincre le patronat... européen : les fédérations réunies sous la bannière de Business Europe viennent à leur tour de monter à l'assaut des plans de la Commission !

La polarisation autour du TTIP s'exprime donc tous azimuts. Et la conclusion d'un accord paraît plus compliquée, sinon incertaine, que jamais. Les négociateurs européens espèrent encore pouvoir boucler les pourparlers sous l'administration Obama, soit d'ici à l'automne prochain. Le scénario du pire : devoir conclure le deal avec un certain... Donald Trump. ■

PHILIPPE REGNIER

**SONDAGES****Les pro-TTIP perdent du terrain**

Le « *scepticisme* » évoqué par la commissaire Malmström gagne à l'évidence du terrain. Le dernier sondage « Eurobaromètre » consacré au TTIP dans l'UE des 28, au printemps dernier, montre que le soutien au projet d'accord a reculé de 2 points, à 56 % par rapport à août 2014, tandis que le camp des opposants passait de 25 à 28 % (les autres « *ne savent pas* »), avec un recul du soutien dans la moitié des Etats membres, particulièrement marqué en Belgique (-13 points, à 53 %). Les opposants sont particulièrement nombreux en Allemagne, en Autriche, au Luxembourg.

P.H.R.